

## Classement mondial de la liberté de la presse 2013 - Note méthodologique

Le classement mondial publié chaque année évalue la liberté d'informer dans près de 180 pays. Il reflète le degré de liberté dont bénéficient les journalistes, les médias et les net-citoyens de chaque pays ainsi que les moyens mis en œuvre par les Etats pour respecter et faire respecter cette liberté.

Le [questionnaire](#) utilisé pour la compilation de ce classement a été adressé aux organisations partenaires de Reporters sans frontières (18 associations de défense de la liberté d'expression dispersées sur les cinq continents), à son réseau de 150 correspondants, à des journalistes, des chercheurs, des juristes ou des militants des droits de l'homme.

Les 179 pays classés sont ceux pour lesquels Reporters sans frontières a reçu des questionnaires remplis par différentes sources. D'autres n'y figurent pas par manque d'informations fiables et étayées.

La méthodologie utilisée pour établir le classement de la liberté de la presse enregistre une évolution importante grâce à l'adoption d'un nouveau questionnaire. Les questions chiffrées permettant de comptabiliser les exactions sont désormais traitées par les équipes de RSF. Parmi elles on compte, pour chaque pays : le nombre de journalistes, collaborateurs des médias et net-citoyens emprisonnés et tués dans l'exercice de leur fonction, le nombre de journalistes enlevés et de journalistes en exil, le nombre d'agressions et d'interpellations, ainsi que le nombre de médias censurés sur la période donnée. En cas de d'occupation militaire d'un ou plusieurs territoires, les exactions commises par les représentants du pays responsable sont prises en compte et constituent un indicateur de violation du droit à l'information en territoire étranger.

Le reste du questionnaire, soumis à des experts extérieurs et au réseau de RSF, se concentre sur des problématiques difficilement quantifiables comme, par exemple, le degré d'autocensure affectant les producteurs d'information, l'ingérence du pouvoir dans le contenu éditorial ou encore la transparence des dispositifs gouvernementaux. Le cadre légal ainsi que sa performance font également l'objet de questions plus détaillées. Des problématiques ont été ajoutées ou complétées, comme les questions de concentration économique, de favoritisme dans l'attribution des subventions et de la répartition de la publicité publique. De la même manière, la discrimination dans l'accès aux professions du secteur médiatique et la formation au journalisme ont été prises en compte.

Dans le tableau final, une note et une position sont attribuées à chaque pays. Ces deux éléments sont des indicateurs complémentaires permettant d'apprécier l'état de la liberté de la presse dans un pays. Afin de renforcer la valeur informative du classement et améliorer la comparabilité d'une édition à l'autre, le score est désormais défini sur une échelle de 0 à 100 qui sera conservée dans les prochaines éditions. 0 y représente la meilleure note, 100 la pire. Le classement est une photographie de la situation à une période donnée. Il tient compte des événements survenus entre le début du mois de décembre 2011 et la fin du mois de novembre 2012. Il ne prend pas en compte l'ensemble des violations des droits de l'homme, mais uniquement les atteintes à la liberté d'informer.

Enfin, en aucun cas, ce classement ne saurait être pris pour un indicateur de la qualité de la presse.

## Comment nous avons compilé le classement mondial de la liberté de la presse 2013

Les questions sont attachées à six grandes thématiques. A l'aide d'un système de pondérations affectées à chaque réponse possible, les pays obtiennent une note sur 100 pour chacune de ces 6 thématiques. Ces notes sont les indicateurs utilisés pour mesurer le score final de chaque pays.

- Pluralisme [indicateur Plu]
  - *Mesure le degré de représentation des opinions dans l'espace médiatique*
- Indépendance des médias [indicateur Ind]
  - *Mesure la capacité laissée aux médias de fonctionner en toute indépendance du pouvoir*
- Environnement et autocensure [indicateur EnA]
  - *Analyse les conditions d'exercice du journalisme*
- Cadre légal [indicateur CaL]
  - *Analyse la qualité du cadre légal et mesure sa performance*
- Transparence [indicateur Tra]
  - *Mesure la transparence des institutions et les procédures impactant la production d'information*
- Infrastructures [indicateur Inf]
  - *Mesure la qualité des infrastructures soutenant la production d'information*

Reporters sans frontières établit de son côté une note, également sur 100, qui exprime le degré des violences commises à l'encontre des journalistes sur la période. Cette note est calculée grâce aux activités de monitoring des équipes de RSF.

Un score total, qui permet de classer les pays, est obtenu à partir de ces 7 notes.

Un premier score est calculé sur la base du questionnaire seul, selon les pondérations suivantes :

$$SCOA = \frac{1}{3} \cdot Plu + \frac{1}{6} \cdot (Ind + EnA + CaL) + \frac{1}{12} \cdot (Tra + Inf)$$

Un second score reprend de manière équivalente le premier mais en intégrant la note d'exaction à hauteur de 20% :

$$SCOB = \frac{1}{5} \cdot Exa + \frac{4}{15} \cdot Plu + \frac{2}{15} \cdot (Ind + EnA + CaL) + \frac{1}{15} \cdot (Tra + Inf)$$

Le score qui sera affecté est déterminé de la façon suivante :  $ScoreFinal = \max(SCOA, SCOB)$

**La note exaction** est calculée selon la formule suivante :

$$scoreExa = 10 * \log(90 * Mor + Coeff_i * Emp_i + 10 * Enl + 5 * Med + 3 * Exi + Arr + Agr + noteHT)^1$$

Plus la période d'incarcération d'un journaliste, d'un net-citoyen ou d'un collaborateur des médias est longue, plus cet emprisonnement pénalise le pays responsable. Le coefficient de pondération  $Coeff_i$  prend donc les valeurs suivantes, selon le nombre d'année d'incarcération  $i$  :

$i$	1 -	2	3	4	5	6	7	8	9	10	10 +
$Coeff_i$	10	20	35	60	80	85	87	88	89	89,5	$\lim_{\infty} Coeff_i = 90$

<sup>1</sup>  $Mor$  : nombre de morts,  $Emp_i$  : nombre d'emprisonnés depuis  $i$  années,  $Enl$  : nombre d'enlevés,  $Med$  : nombre de saccage de médias,  $Exi$  : nombre d'exils,  $Arr$  : nombre d'arrestations,  $Agr$  : nombre d'agressions,  $noteHT$  : note du respect de la liberté d'informer en territoire étranger